

**Union européenne - Migrations -
Entretien de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères avec le quotidien
"La Dépêche du Midi"
(Toulouse, 03 octobre 2018)**

Q - L'Europe semble douter d'elle-même. Un certain nombre de pays membres est gouverné par des forces populistes, nationalistes ou souverainistes. La France et l'Allemagne ont-elles suffisamment de poids politique pour sauver l'idéal européen ?

R - Il y a une situation de double paradoxe aujourd'hui en Europe, parce que si on regarde ce qui s'est passé depuis 18 mois, l'Europe n'a jamais été aussi ferme et unie, malgré les critiques. Il y a eu des avancées significatives. Sur le contentieux avec les Etats-Unis concernant les questions commerciales, les Européens se sont unis, ont dit non, et décidé de mettre en place des contre-mesures. Une position qui a débouché sur l'ouverture de discussions. Lorsque le président Macron a évoqué dans son discours de la Sorbonne la nécessité d'aboutir à une directive sur le détachement des salariés, personne n'y croyait vraiment et pourtant on y est arrivé. Au mois de novembre dernier lors du sommet de Göteborg, les Européens, tous unis, se sont mis d'accord aussi sur un socle de droits sociaux minimums en Europe. C'est une avancée sociale considérable qui montre un Europe capable de protéger ses citoyens. Autre exemple : dans le cadre de la nécessité de renforcer son autonomie stratégique, les Européens ont décidé la mise en oeuvre d'un Fonds européen de défense et d'une coopération de défense renforcée.

On aurait pu craindre, pour prendre un autre exemple, que l'Europe se divise sur la question iranienne, sur le maintien ou pas dans l'accord de Vienne. Cela n'a pas été le cas. L'Europe est plus forte qu'on ne le dit, qu'elle ne le croit elle-même. Et sa refondation est en cours. Mais dans le même temps, il existe une forme de démolition de l'Union européenne. Et c'est le deuxième paradoxe : ceux qui, aujourd'hui, considèrent que la meilleure façon de lutter contre la dérégulation mondiale consiste en un repli sur soi sont ceux-là mêmes qui permettent, par ce renfermement, que la régulation ne puisse pas se faire et que nos pays se trouvent en position de faiblesse face à la mondialisation. Par cette posture, ils entretiennent la crise en Europe.

Sur les migrations, c'est d'ailleurs très révélateur. Lorsque nos amis italiens se retournent vers les Hongrois pour envisager un partage des responsabilités, ils se heurtent à une fin de non-recevoir. L'addition de nationalismes ou de replis identitaires ne fait pas un projet ni une vision politique. Pour sortir par le haut de ces situations, il faut s'appuyer sur la capacité d'entraînement du moteur franco-allemand mais aussi démultiplier nos efforts bilatéraux, avec tous nos partenaires, trop souvent négligés par le passé.

Q - Quitte à ce qu'il y ait une Europe à plusieurs vitesses ?

R - Il faut faire en sorte que l'Union reste unie. Mais il n'est pas acceptable que tel ou tel pays, pour des raisons qui lui sont propres, empêche les autres d'avancer. L'unité n'est pas l'immobilisme.

Q - Et qu'en est-il d'un éventuel élargissement ?

R - Aujourd'hui, il n'est pas à l'ordre du jour. Il existe un partenariat avec un certain nombre de pays susceptibles un jour de rejoindre le destin européen, chacun à son rythme.

Q - Le nombre de migrants a fortement chuté par rapport à 2015, pourtant, la question migratoire n'a jamais suscité autant de tensions et de divisions au sein de l'Europe. La France est-elle encore en capacité de montrer la voie sur un dossier ou certains lui reprochent sa "frilosité" ?

R - Il n'y a pas aujourd'hui de crise migratoire au sens d'une vague d'immigration, mais nous sommes face clairement à une crise de la politique européenne de migrations. Cette crise-là est utilisée, voire manipulée, par ceux qui font du drame des migrants un fonds de commerce électoral ou une surenchère démagogique. En juin dernier, lors du Conseil européen, l'Union européenne s'est mise d'accord sur des principes fondamentaux et une nouvelle organisation. Une politique responsable et solidaire pour maîtriser les flux migratoires et, en même temps, veiller à ce que tous les migrants, quel que soit leur statut, soient traités avec humanité selon les principes des droits de l'Homme. Le renforcement de l'agence européenne de garde-frontières et garde-côtes, Frontex, doit permettre d'assurer la sécurité de nos frontières communes. Le droit d'asile est consubstantiel de nos valeurs fondamentales. Les demandeurs d'asile doivent être accueillis et les migrants irréguliers reconduits dans leurs pays avec humanité. Mais le vrai règlement de cette situation passe par un partenariat avec les pays d'origine et de transit pour leur assurer notamment un soutien logistique et des conditions de sécurité, pour permettre également de lutter contre les passeurs, coupables d'utilisation meurtrière de la misère humaine, ce que l'on ne dénonce pas assez.

Q - Êtes-vous inquiet sur l'impact que pourrait avoir ce dossier sur les élections européennes de mai 2019 ?

R - Quand on parle d'une Europe unie, qui protège, une Europe qui affirme sa puissance, on est au centre du sujet et de la question qui va être posée en mai aux Français et aux Européens. On sait qu'aucun des grands défis qui seront demain devant nous, que ce soit la transition écologique, les enjeux climatiques, numériques ou migratoires, ne peuvent se résoudre seuls. Dans un monde aussi incertain, risqué, confronté à une compétition lourde avec les grandes puissances de la mondialisation, la réponse doit être collective. L'Europe peut aussi se défaire, le monde ignorer l'Europe divisée. C'est ça l'enjeu et c'est pour ça qu'il est essentiel. C'est un sujet qui va bien au-delà du dossier sur l'immigration.

Q - La candidature de Manuel Valls à la mairie de Barcelone constitue-t-elle, selon vous, le symbole d'une démocratie européenne qui passe par-dessus les anciennes frontières ?

R - J'ai beaucoup de respect pour Manuel Valls. J'ai été son ministre à un moment où cela n'était pas simple d'être Premier ministre. Il a géré les périodes d'attentats avec beaucoup de détermination. Il a fait des choix de vie que je respecte. Ce n'est pas un exil. Il est fidèle à ses propres origines. C'est un bon symbole pour ce qui peut être demain une citoyenneté européenne. J'espère qu'il réussira.

Q - À l'occasion des cent ans de l'armistice, le 11 novembre prochain, quel message à la jeunesse européenne ?

R - Il est important de marquer le mémoriel, singulièrement la fin de cette guerre qui a le plus ensanglanté l'Europe et fortement marqué les populations. L'espace de Paix qu'est devenu l'Europe doit être préservé avec une très grande vigilance. De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement seront présents le 11 novembre et il importe de retrouver le chemin d'une coopération plutôt que d'une confrontation, de refonder le multilatéralisme./.